

Antonio Hodgers comprend-il le rôle des multinationales?

Xavier Comtesse, 15.08.2022

3-4 minutes

Il y a deux semaines dans [un article](#) paru pendant les vacances d'été dans la «Tribune de Genève», Monsieur le conseiller d'État genevois Antonio Hodgers s'en est pris aux multinationales. Il a prétendu qu'il faudrait «une structure économique moins dépendante des multinationales et davantage tournée vers les PME». Mais c'est tout simplement ne rien comprendre aux systèmes économiques suisses. Son plaidoyer contre les grandes entreprises et pour les PME passe à côté des faits.

Les petites et moyennes entreprises sont très dépendantes de l'activité des grandes. Que ce soit en sous-traitance directe (par exemple dans l'horlogerie) ou indirecte pour des services juridiques ou financiers, pour l'hôtellerie ou pour la restauration et pour l'immobilier pour ne citer que quelques secteurs impactés par l'implantation des grandes entreprises (selon la définition: qui emploient plus de 250 personnes). Les PME vivent d'elles et pour elles en grande majorité.

Ces propos reflètent une méconnaissance économique profonde de nos politiciens envers l'économie. On pourrait même dire que cela vient d'une très mauvaise interprétation [des chiffres statistiques](#): si plus de 99% des entreprises suisses sont bien des PME, il faut savoir aussi que 89,7% sont des microentreprises (avec en moyenne moins de 3 employés dans notre pays). De fait,

ce sont donc de véritablement minuscules entreprises qui dépendent totalement des grandes et qui par ailleurs produisent de très faibles [chiffres d'affaires](#) (environ 76% de ces entreprises réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500.000 francs).

La sous-traitance est vitale pour ces PME-là. L'exemple de l'horlogerie est flagrant. Selon une étude publiée à Neuchâtel par la [BCN et la CNCI](#) si la sous-traitance est largement reconnue en tant que vecteur de la compétitivité d'industries phares de la région, à l'image de l'horlogerie et de la machine-outil, elle ne constitue pas un secteur délimité.

De plus, selon les études sérieuses d'[Avenir Suisse](#) et de [SwissHolding](#) ces entreprises (les grandes) fournissent une part importante de la valeur ajoutée brute du PIB (36%); les 250 plus grandes entreprises suisses payent 51% de l'impôt fédéral direct et elles représentent 29% des emplois en Suisse (avec les emplois indirects cela représente les deux tiers des emplois). En effet, selon [Vincent Subilia](#), directeur général de la CICG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève) les emplois indirects sont de l'ordre 1,6 fois plus élevé que les emplois des multinationales.

Il y a trois leçons essentielles à tirer de ce «coup d'épée dans l'été» d'Antonio Hodgers:

1. D'abord la structure des économies territoriales est une chose complexe qui est avant tout formée d'interdépendance forte. Ainsi vous ne pouvez pas isoler un groupe d'acteurs et leur tirer dessus sans que tout le monde en pâtisse.
2. Les PME sont en très grande majorité des microentreprises (89,7 %) hyperdépendantes. Politiciens: arrêtez de parler de PME... il y a des entreprises moyennes, petites et archi-petites. Elles n'ont rien à voir les unes avec les autres.
3. Contrairement aux idées reçues, la Suisse n'est pas «un pays de

PME mais de microentreprises» et les deux tiers des emplois dépendent des grandes entreprises.